

Une question à propos de la réhabilitation de Toukhatchevski

Tout récemment, le maréchal Toukhatchevski qui, avec sept autres officiers supérieurs de l'Armée rouge, fut exécuté en 1938 sous l'inculpation d'intelligence avec le fascisme hitlérien, a été réhabilité.

Ceci fut opéré, à la manière habituelle des post-staliniens, c'est-à-dire sans explication aucune et simplement sous la forme d'un article paru dans une revue soviétique dans lequel se trouvait incidemment l'éloge de la victime de Staline.

Mais, le cas de Toukhatchevski et de la haute direction de l'Armée rouge qui fut ainsi exécutée il y a vingt ans soulève une question à laquelle il y a au moins un homme qui ne peut se dérober. La nouvelle de l'exécution de Toukhatchevski, Gamarnik, Putna, Jakir, Kork, Ouborevitch, Eydeman, Primakov, fut annoncé sous la forme suivante: un tribunal militaire aurait jugé leur cas et prononcé la sentence. A vrai dire, à l'époque, bien des gens mirent en doute le fait qu'il y ait eu un procès et pensèrent que Staline, après avoir fait procéder à l'exécution des hauts chefs de l'Armée rouge, fit couvrir l'opération d'un semblant de forme juridique.

Quoiqu'il en soit sur ce point, l'annonce du procès et de l'exécution fut faite dans un communiqué officiel qui trait les victimes de « trotskystes » et qui était signé par Vorochilov, l'actuel président du Presidium de l'Union Soviétique.

La question n'intéresse pas seulement les citoyens soviétiques, pas seulement tous les communistes dans le monde, mais d'une façon générale l'ensemble du mouvement ouvrier intéressé à faire la clarté la plus complète sur l'exécution de Toukhatchevski et de ses camarades, sur une mesure qui porta un préjudice considérable à l'Etat soviétique, en l'affaiblissant énormément dans la période qui précéda le déclenchement de la 2^e guerre mondiale.

Nul ne peut se satisfaire d'une réhabilitation à la sauvette. Vorochilov doit s'expliquer: pourquoi a-t-il décidé ou paraphé la condamnation à mort des plus hauts chefs de l'Armée rouge?

UN DÉSASTRE POUR QUI ?

A l'annonce de la tentative Bidault pour constituer un gouvernement, « l'Humanité » a dénoncé ce personnage répugnant et prétentieux. Bien. Mais que lui reproche-t-elle? D'avoir conduit au « DÉSASTRE de Dien-Bien-Phu » et de vouloir placer l'Afrique du Nord sous le signe de Dien-Bien-Phu.

Sous la plume d'André Stil, rédacteur en chef de « l'Humanité », le nom de Dien-Bien-Phu est associé aux mots: désastre, défaite, catastrophe....

Désastre, défaite, catastrophe, mais pour qui? Stil voudrait-il tout d'abord le demander à Ho-Chi-Minh et aux ouvriers et paysans vietnamiens? Pour ceux-ci, Dien-Bien-Phu ne fut pas du tout une catastrophe, mais une victoire.

Et Dien-Bien-Phu aurait aussi été une victoire des travailleurs de France si, à l'époque, les dirigeants du P.C.F. n'avaient pas usé de leur autorité pour prôner la confiance à Mendès-France qui a servi de terre-neuve à la bourgeoisie française.

Si la direction du P.C.F. n'avait pas été imbue d'une mentalité de petits bourgeois patriotes, elle ne craindrait pas un Dien-Bien-Phu en Algérie, mais aurait fait tous les efforts nécessaires pour qu'en commun ouvriers français et masses algériennes assurent la défaite décisive de leur ennemi commun, le capitalisme français.

SOUSCRIVEZ A

«la Vérité des travailleurs»

Son CCP 6965-68 Paris

LE 7^e CONGRES

de la Ligue des Communistes Yougoslaves

Le 7^e Congrès de la Ligue des Communistes Yougoslaves se tient à Liubliana au moment où ce numéro est aux presses. Nous reviendrons ultérieurement sur ce Congrès, et plus particulièrement sur son principal document politique, quand nous en aurons le texte définitif.

Ce Congrès se tient presque au 10^e anniversaire de la rupture avec Staline et le Kominform. Malgré les tentatives de rapprochement, entre autre un voyage spectaculaire de Khrouchtchev à Belgrade, la Ligue des Communistes Yougoslaves ne s'est pas réalignée sur les autres P.C. On le vit lors du 40^e anniversaire d'Octobre à Moscou. On le voit aujourd'hui, puisqu'à ce Congrès les « démocraties populaires » sont représentées en tant qu'Etats et non en tant que partis.

Que la L.C.Y. ne veuille pas s'aligner systématiquement sur la diplomatie du Kremlin ou sur les autres décisions des dirigeants soviétiques, nous ne pouvons que l'en féliciter. Car cette subordination a été néfaste au mouvement ouvrier, elle a entraîné la bureaucratization des P.C., des politiques erronées, des défaites terribles pour les travailleurs. Les principales victoires — en tout premier lieu celles des révolutions chinoise et yougoslave — ont été obtenues à l'encontre de la politique définie par le Kremlin.

Mais, cette distinction entre Etats qui sont représentés et partis qui ne le sont pas a quelque chose de cocasse de la part des post-staliniens à la Khrouchtchev et aussi quant aux Yougoslaves même. Cette distinction a été opérée récemment, après avoir disparu comme tant d'autres choses du temps de Lénine. Mais, cette fois également avec une différence appréciable sur ce qui existait du temps de Lénine.

Alors, tandis que l'Etat ouvrier tenait compte d'un certain nombre de contingences et fictions diplomatiques dans les rapports entre Etats, le parti bolchevique n'avait pas le moindre souci de celles-ci et parlait hautement pour stimuler la lutte révolutionnaire internationale des masses contre le capitalisme.

Avec Staline, le parti fut subordonné à l'Etat, le parti cessa d'être l'instrument révolutionnaire du prolétariat et fut transformé, au prix de véritables hécatombes, en instrument de la bureaucratie soviétique. Et les P.C. furent entraînés eux aussi dans des politiques où l'opportunisme l'emportait généralement.

Sous l'impulsion de la révolution dans leur pays, les communistes yougoslaves furent les premiers à libérer leur parti de la tutelle de Moscou, et ils sont en fait encore le seul parti à l'avoir fait, sans parler du P.C. chinois qui, sans qu'il y ait eu conflit ou rupture, dispose d'une indépendance vis-à-vis du P.C. soviétique que ne connaît aucun autre P.C.

Mais si les communistes yougoslaves se sont libérés de la tutelle de Moscou, ils ont gardé la même position que les staliniens et les post-staliniens sur les rapports entre le parti et l'Etat, le parti n'étant qu'un instrument s'alignant sur la raison d'Etat, tant en politique intérieure qu'en politique internationale.

Peu avant le Congrès, la direction de la L.C.Y. a publié une « lettre ouverte » qui est un véritable cri d'alarme indiquant une décomposition politique et morale du haut en bas du parti. Peut-être les travaux du Congrès donneront-ils des indications plus précises sur cette situation et les remèdes envisagés par la direction. La décomposition d'un parti qui, il y a dix ans, présentait une cohésion telle qu'il put résister à l'assaut du Kominform ne s'explique pas seulement par les conditions objectives qui affectent tout parti parvenant au pouvoir, et notamment dans un pays économiquement arriéré. Elle s'explique surtout par les conceptions de la direction yougoslave qui ne permet pas l'exercice de la véritable démocratie ouvrière, qui ne permet pas que des orientations différentes sur la conduite de l'Etat et de l'économie s'affrontent au jugement des travailleurs, qui a conduit son parti

d'une manière paternaliste, qui a limité l'horizon de ses cadres et membres aux tâches quotidiennes, séparées de perspectives internationales révolutionnaires. Il est douteux que la direction yougoslave opère un redressement sur ces points essentiels en Yougoslavie comme ailleurs, cela devra être l'œuvre d'une tendance marxiste révolutionnaire.

P.S. — Le Congrès yougoslave vient de s'ouvrir et les divergences se sont très largement manifestées (discours de Tito, article de la « Pravda »...).

Cette question ne manquera pas d'agiter à nouveau les membres du P.C. dans le monde entier — et nous y consacrerons une partie importante de notre prochain numéro.

Observons dès maintenant que pour Khrouchtchev, tous les communistes soviétiques ont un seul avis — le sien; et que pour Tito, il en est de même quant aux communistes yougoslaves. Ainsi l'Etat dont on relève comme citoyen détermine l'idéologie ou l'orientation. C'est là une révision du marxisme que ni l'un ni l'autre ne combat.

DIX JOURS qui ébranlèrent le monde

Dans notre numéro précédent, nous avons signalé l'édition du livre de John Reed par les « Editions Sociales », qui était la traduction de l'édition soviétique de 1957.

En même temps ce livre était publié par le « Club français du livre ». En procédant à des comparaisons en divers chapitre du livre, on s'aperçoit que les deux traductions sont très voisines. Ainsi, dans l'une comme dans l'autre, on retrouve sans équivoque ni maquillage le texte de John Reed.

L'édition du « Club français du livre » ne possède ni les notes ni la postface de la direction post-stalinienne de Khrouchtchev — dont nous avons parlé dans notre numéro précédent — et qui sont dignes de l'école de Staline. Le traducteur V. Pozner, bien qu'il soit très lié au stalinisme, se montre dans une note sur John Reed très prudent. Toutefois il écrit: « L'insurrection bolchevique n'avait pas été préparée en plein jour, les réunions du Comité central n'étaient pas ouvertes à un jeune journaliste américain, fut-il animé des meilleures intentions, et, de juillet à novembre, la plupart des dirigeants du parti, à commencer par Lénine, se trouvaient dans la clandestinité ou en prison. Comment aurait-il pu connaître, par exemple, les différends qui opposèrent, souvent violemment, Lénine et la majorité du Comité central à Trotski ou à d'autres, sauf quand ces dissensions éclataient au grand jour, comme ce fut le cas pour Kamenev et Zinoviev? Tout compte fait, l'étonnant, ce n'est pas que John Reed ait commis des erreurs, c'est qu'il en ait si peu commis, et d'aussi peu importantes. »

On est loin de la postface khrouchtchevienne. Cependant Pozner serait bien embarrassé de faire connaître les différends qui opposèrent violemment Trotski à Lénine et à la majorité du Comité central, de juillet à novembre 1917... pour la bonne raison qu'il n'y en eut pas.

Lisez:

M. PABLO:

DICTATURE DU PROLETARIAT DEMOCRATIE — SOCIALISME

L'exemplaire: 400 francs

Commandes à C.C.P. Pierre FRANK 12648-46 Paris,

64, Rue de Richelieu, Paris